



N°11 - Novembre 2012

Nouvelles de l'A.B.F.

Comme annoncé dans notre livraison de septembre, les réunionistes bruxellois ont décidé, le mercredi 17 octobre, de créer l'Alliance Bruxelles-France (A.B.F.).

L'assemblée, sous la présidence du professeur Marc Wilmet, était en effet unanime sur la nécessité de constituer un mouvement pluraliste, propre à Bruxelles et agissant en étroite concertation avec les réunionistes de Wallonie, conformément aux conclusions du rapport introductif.

Paul Durieux, venu de Liège, a présenté l'Alliance Wallonie-France (A.W.F.), qu'il anime : son groupe de parrainage composé de personnalités de la politique, de l'université et des milieux sociaux et culturels les plus divers, son site Internet (alliancewalloniefrance.wordpress.com), son questionnaire adressé aux candidats aux récentes élections provinciales et communales, sa participation à des réunions et débats (Cercle Condorcet de Liège, sections locales du Centre d'action laïque, du P.S., etc.), l'A.W.F. s'oppose résolument au mirage du confédéralisme et prône une intégration réaliste à la France, qui ne soit ni une insuffisante association, ni une assimilation qui ne tiendrait pas compte de nos particularités. L'A.W.F. souhaite également contribuer au développement d'initiatives parallèles en France, en s'appuyant sur la sympathie de l'opinion et sur les relais existants.

Présentation de l'A.W.F.

L'Alliance Wallonie-France (A.W.F.) est un mouvement pluraliste fondé en mai 2011 dont l'objet est de rassembler le plus grand nombre de « *Wallons lucides* », c'est-à-dire conscients de la disparition inéluctable de la Belgique, en vue de « *préparer dès aujourd'hui l'union* [de la Wallonie] à la France ».

Cette « *alliance étroite* [...] s'impose à nous, quel que soit notre attachement à la Belgique », écrit l'ancien ministre de la Communauté française Pierre Hazette. La 7^e réforme de l'État, déjà en gestation, ne laissera aux Wallons que le choix entre la continuation de leur asservissement dans une Belgique désormais confédérale, sans sécurité sociale commune, et une après-Belgique lourde d'écueils et de menaces. Une Wallonie indépendante ferait en effet face à un déficit des finances publiques tel qu'il entraînerait une hausse considérable des impôts ou une

réduction drastique des services publics et prestations sociales, en tout cas un appauvrissement dramatique de la population, sans doute « *survi de mouvements sociaux importants, voire d'une insurrection* », juge le professeur d'économie émérite de l'université de Liège Jules Gazon.

L'A.W.F. refuse ce faux choix entre Charlybde et Scylla. Elle propose donc aux Wallons le choix de la France, choix de raison mais aussi et avant tout de cœur : la Wallonie n'est-elle pas de langue et de culture, bref de civilisation françaises ? Plutôt que l'union-assimilation, l'A.W.F. privilégie l'union-intégration, soit le transfert des compétences de l'État fédéral belge à la République française et le maintien, fût-il provisoire, de la Région wallonne dans ses prérogatives, augmentées ou non de celles de la Fédération Wallonie-Bruxelles, selon les vœux des

Cet exposé a été vivement apprécié par l'assemblée, qui a enregistré avec satisfaction une évidente convergence de vues entre Wallons et Bruxellois.

Les personnes présentes (parmi lesquelles un représentant de « Forum Bruxelles Francophone ») ont jugé que la création d'un site Internet propre à l'A.B.F. était prioritaire : plusieurs participants se sont portés volontaires pour travailler ensemble sur ce projet.

La prochaine réunion a été fixée :

**le jeudi 13 décembre 2012
à 19 h au Ciccio Bello,
place Wiener à Watermael-Boitsfort.**

À l'ordre du jour :
rédaction d'un manifeste,
proposition d'activités,
site Internet, structuration du mouvement.

Jean-François Goosse

Contacts : Jean-Paul Roos - 65, rue Middelbourg - 1170 Bruxelles
Tél. : 0474.30.21.56 - Courriel : jproos04@yahoo.fr

populations wallonne et bruxelloise.

L'A.W.F. « *essaimera dans tous les arrondissements wallons* ». « *Respect* » et « *solidarité* » sont les maîtres-mots de ses relations avec « ses amis bruxellois ». L'A.W.F. se fixe les objectifs concrets suivants :

– Rassembler, en un grand mouvement populaire, les Wallons de sensibilité réunioniste, quelles que soient leurs appartenances et convictions politiques ou philosophiques, pourvu que celles-ci soient conformes aux valeurs inscrites dans la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 ;

– Informer le grand public des tenants et aboutissants des évolutions institutionnelles belges, des raisons et des voies de l'union de la Wallonie avec la France, notamment en organisant des confé-

rences-débats, dans le cadre ou non d'associations telles que les Cercles Condorcet, les Unions socialistes communales (U.S.C.), les sections locales du Centre d'action laïque (CAL), des Fédéralistes démocrates francophones (F.D.F.), du Mouvement réformateur (M.R.), etc. ;

– Prendre contact et nouer des liens avec les autorités responsables de la République française, en particulier les membres de l'Assemblée nationale appartenant au groupe d'amitié « France-Québec », mais aussi avec les élus locaux et les citoyens.

François Deif

Adresse du site électronique de l'A.W.F. : alliancewalloniefrance.wordpress.com,
Contacts : Paul Durieux, pauldurieux2003@yahoo.fr,
04.263.69.17
Georges Régibeau, gregibeau@noimail.com,
0474.62.91.84

Dans ce numéro du mois de novembre 2012, France-Wallonie-Bruxelles propose à ses lecteurs de larges extraits de l'étude que Jacques Lenain a consacrée en janvier 2012 à la communauté de destin entre la Savoie et Nice, d'une part, la Wallonie et Bruxelles, d'autre part, à plus d'un siècle et demi de distance. Cette étude est disponible dans son intégralité sur le site électronique de Jacques Lenain (www.belgique-francaise.fr).



FRANCE

WALLONIE-BRUXELLES

Savoie et Nice, Wallonie et Bruxelles, un même destin

Un précédent intéressant : le rattachement de la Savoie et de Nice à la France, en 1860

[...] Le vote d'adhésion des Savoyards (ou Savoisien(s) et des Niçois (ou Nissards) pour la France, hier, n'a pas été le résultat d'un mouvement populaire, d'un élan du cœur, mais la conséquence d'un «choix par défaut». Ce rattachement, au moment de sa réalisation, n'a pas été chaudement «soutenu», mais il a été massivement «accepté», parce qu'il constituait «la moins mauvaise solution» quand les Savoyards et les Niçois ont été contraints de se choisir un nouvel État, quand ils furent abandonnés par l'État piémontais dont ils étaient jusqu'alors les sujets. Et, une fois devenus «citoyens français», par accident et par intérêt, ils se sont, presque tous, très vite, aperçus que «Français»... ils l'étaient déjà. De main, il pourra en être de même, pour la Wallonie et Bruxelles [...].

1 - Une histoire méconnue et exemplaire :

le choix «raisonné» des Savoyards et des Niçois pour le rattachement à la France

En 2010, les populations et les institutions de la Savoie et de Nice ont fêté le cent cinquantième anniversaire du rattachement de leur pays à la France. En 1860, les ancêtres des Savoyards et des Niçois, depuis longtemps de langue et de culture française (quasi totalement pour les premiers, partiellement pour les seconds), bien que la Savoie et Nice étaient séparées de la France depuis plus d'un millénaire, choisirent la France, en se séparant du Royaume du Piémont, et donc de la Maison royale de Savoie, parce que la voie italienne adoptée par celle-ci leur était devenue étrangère, et parce que l'hypothèse de l'indépendance n'était pas crédible.

1. 1. Une très longue séparation d'avec la France, tant pour la Savoie que pour Nice

[...] Le partage de l'empire carolingien aboutit à l'affirmation de toute une série de quasi-États aux frontières orientales du Royaume de France. Bien qu'issues de l'antique Gaule romanisée, ces entités sont alors des membres semi-indépendants de l'immense Empire germanique. La Savoie, région très montagneuse qui chevauche la barrière des Alpes, et la Provence, dont le pays Niçois fait partie, sont de ceux-là. La «Maison de «Savoie», en place dès le XI^e siècle [...] absorbe rapidement le Piémont italien, et s'étend même jusqu'aux portes de Lyon eu au nord du lac Léman. En 1388, Nice se sépare de la Provence et rejoint ces «États de Savoie».

Alors que tous les pays voisins de la Savoie et de Nice seront progressivement rattachés à la France (le Dauphiné en 1349, la Provence en 1481 [...]), la Maison de Savoie saura échapper, jusqu'à la Révolution, au mouvement territo-

rial français de regroupement de l'espace gallo-romain, tout en devant lui abandonner divers territoires pré-alpins. En effet, les conflits, notamment militaires, avec le Royaume de France seront répétés [...]. Pour se protéger de cette menace, la Capitale des «États de Savoie» sera transportée de Chambéry à Turin en 1563, ce qui aura pour effet majeur de leur donner un caractère «italien». Caractère italien définitif, qui sera renforcé par l'acquisition de la Sicile, ce qui permettra à ce «Duché» de devenir un «Royaume», puis de la Sardaigne, en échange de l'abandon de la Sicile [...].

1. 2. Jusqu'à la veille du premier rattachement, un non désir de France

En Savoie et à Nice, tout au long des siècles, la loyauté des populations à l'égard de la Maison de Savoie sera constante. Les élites locales et les populations lui seront constamment fidèles. Et ce d'autant mieux que l'opposition permanente, multiséculaire, entre l'État français et l'État savoyard-piémontais, ne pouvait qu'entretenir voire développer de telles attitudes. À plusieurs reprises, du XVI^e siècle au XVIII^e siècle, les armées françaises ravagèrent les pays savoyards et niçois, créant puis confortant des sentiments durablement durables, défavorables et même hostiles à l'État français. Cette fidélité à la Maison de Savoie et cette défiance pour la France seront donc entières, malgré une grande proximité linguistique et culturelle avec la France. [...] Plus précisément, la langue française standard et la culture française s'imposent, massivement, dans la Savoie historique. [...]

1. 3. La période révolutionnaire et impériale française et ses conséquences pour la Savoie et Nice

À la suite de la Révolution, tous les États de Savoie [...] seront militairement conquis et intégrés à la France (1792-1793). Cette annexion mettra fin, temporairement, soit pour une petite vingtaine d'années, à une séparation de près de mille ans d'avec la France (et, pour Nice, de quatre siècles d'avec la Provence).

Pendant cette période française, très brève mais très dense, les Savoyards et les Niçois subiront une forte assimilation institutionnelle et culturelle. L'État français, républicain puis impérial, imposera son nouveau système politique (suppression des ordres, égalité des individus, ...) et juridique (de l'administration territoriale au code civil...). La Savoie historique formera deux «départements», qui auront respectivement Genève (annexée aussi à la France) et Chambéry comme chef-lieu. Et le pays niçois, agrandi de Grasse, sera constitué en un «département».

Toutefois, cette annexion radicale ne conduira pas à une adhésion «affective» généralisée des populations savoyards et niçoises à la France. Si, en Savoie, l'assimilation «politique» ne rencontrera pas de résistance, et si l'appartenance à la France suscitera même une vraie adhésion de la part d'une bonne partie des Savoyards et de leurs milieux dirigeants, à Nice, ce premier rattachement, imposé, restera plutôt subi, notamment les premières années, à tout le moins par une fraction notable de la population et des élites.

[...] Après Waterloo, [...] la Maison de Savoie retrouvera son Royaume [...] agrandi de Gènes et du pays génois, lui donnant une véritable dimension maritime. Mais, du coup, le caractère italien de ce Royaume sera encore plus affirmé, ce qui aura de lourdes conséquences. Le poids propre de la Savoie dans cet État agrandi en sera diminué, et Nice perdra de plus tout rôle stratégique maritime pour l'État piémonto-sarde [...].

1. 4. Au XIX^e siècle, une situation devenue anachronique de part et d'autre des Alpes

Dans cet «Europe des nationalités» du XIX^e siècle, l'État «sarde», de centralité piémontaise, renforcé, agrandi, et d'essence de plus en plus italienne, va consacrer de plus en plus ses forces montantes à la grande idée de la réalisation de l'unité nationale italienne. Pour y parvenir, il lui faudra vaincre et repousser l'Autriche impériale, puis, sance installée à Milan comme à Venise et au delà [...].

Dès lors, la Savoie et Nice seront de plus en plus marginalisés dans cet État piémontais/italien en devenir. Marginalisation démographique puisque la Savoie et Nice ne représenteront plus qu'un septième de sa population totale. Marginalisation politique, puisque le Royaume piémonto-sarde, et ses élites désormais massivement pro-italiennes, porteront de moins en moins d'intérêt à la Savoie «franco-phone», pourrant le foyer historique du Royaume [...]. Marginalisation géographique et culturelle, tant pour la Savoie, plus que jamais placée dans l'orbite territoriale de la France, que pour Nice, petit port isolé devenu sans importance, ni militaire ni commerciale. Et, enfin, marginalisation économique, du fait des désavantages liés à la frontière douanière avec la France, puisqu'en Savoie l'économie s'orientait de manière de plus en plus manifeste vers la vallée du Rhône et la France du second Empire, en pleine croissance, et vers la Confédération suisse, elle aussi active, notamment pour le Nord de la Savoie. Et Nice, déjà déclinante, perdra son statut de port franc, déclassement très mal vécu et qui contribuera à l'isolement du pays niçois tout entier.

1. 5. Un évènement bouleversant, le succès du mouvement national italien

[...] Une première guerre, en 1848, tourne nettement à l'avantage de l'Autriche. Après une dizaine d'années d'incertitude, une nouvelle politique de rapprochement et d'alliance de l'État piémontais avec la France, conduite par Cavour, ardent promoteur de l'unité italienne, et chef du gouvernement, va permettre de faire évoluer favorablement le rapport des forces avec l'Autriche. En 1859, la guerre reprend, et l'Autriche est militairement vaincue par l'alliance franco-piémontaise (juin 1859). Le Piémont obtient la Lombardie. L'engagement français au service du projet piémontais de réalisation de l'unité italienne avait pour contrepartie la cession de la Savoie et de Nice à la France (accord conclu secrètement à Turin en janvier 1859). Et ce sera par le Traité de Turin de mars 1860 que sera acté le rattachement de la Savoie et de Nice à la France, sous la condition de son acceptation par les populations concernées [...].

1. 6. Les refus savoyard et niçois de faire partie de l'Italie nouvelle, de devenir des Italiens

Dans cette période critique de 1848-1860, l'engagement sans réserve du Royaume piémontais dans la réalisation de l'unité italienne est la cause d'un délaissement accentué de l'État central pour ses provinces transalpines, savoyarde et niçoise. [...] Une telle mobilisation [...] pour [...] un projet bien étranger aux Savoyards comme à nombre de Niçois engendre alors le développement d'une opinion francophile, qui était contenue et réduite jusqu'alors. La guerre contre l'Autriche, et l'alliance française pour laquelle le gouvernement italo-piémontais ne peut dissimuler qu'il va avoir pour prix l'abandon territorial de la Savoie et de Nice, favorisent du coup le retour d'un «parti pro-français», tant à Nice qu'en Savoie. L'option française prend ainsi corps, plus par un effet de rejet de la menace d'une intégration à l'Italie que par une mouvement d'attraction spontanée pour la France. [...]

1. 7. Un choix raisonné des élites pour la France, qui a conditionné celui des populations

Avant de faire le choix de la France, qui mettrait fin à un millénaire de séparation d'avec la France et à un demi-millénaire d'appartenance à la «Maison de Savoie», les populations et les élites savoyardes et niçoises vont rester divisées sur la voie à adopter. En Savoie, la partie nord, proche du lac Léman (Sud-Genève, Chablais, Faucigny), avait un fort attrait pour la Suisse, la Suisse romande plus précisément, avec laquelle elle entretenait depuis toujours des liens multiples, économiques notamment. Re-

joindre la Confédération suisse comme nouvel Etat cantonal pouvait donc être tentant. La Confédération (en fait un Etat pleinement fédéral depuis 1848) y était plutôt favorable, et notamment ses cantons «francophones». Et, comme il se devait, l'Angleterre. Le sud de la Savoie, d'Anney à Chambéry, par contre, inclinait nettement vers la France. A Nice, où le caractère italien était fort présent, où la proximité territoriale avec l'Italie était évidente, l'option de rester avec le Piémont, et donc de s'inscrire dans l'Italie en voie d'unification, plutôt que de rejoindre la France, avait beaucoup de défenseurs, dont Garibaldi, pleinement Niçois et militant-combattant de l'unité italienne.

Pour autant, la France de 1860, unifiée, forte, prospère, aux institutions stables, à la culture semblable ou proche, aux mœurs connues, paraissait finalement moins «lointaine» aux Savoyards et Niçois que la nouvelle Italie, une construction étatique encore en devenir, à l'unification territoriale inachevée (Venise, Rome étaient encore à «conquérir»), aux populations «étrangères», à l'avenir économique incertain, et qui menaçait les intérêts, territoriaux notamment, de l'Eglise romaine. Et, de plus, le Royaume italo-piémontais ayant fait savoir son intention de céder la Savoie et Nice à la France, sous la réserve de l'acceptation de ce transfert par les populations, lesdites populations et leurs élites étaient confrontées à un abandon manifeste. Des lors, pour obtenir cette acceptation des Savoyards et des Niçois, il appartenait à l'Etat français de rassurer et de séduire les leurs élites dirigeantes, afin de rendre acceptable par tous ou presque sa volonté «annexionniste».

1.8. Un effet d'aubaine bien exploité, une proposition d'intégration pertinente

Il ne suffisait pas à l'Etat français d'échanger son soutien, y compris militaire, à la construction de l'unité italienne contre la cession à la France des territoires savoyards et niçois, sis du côté français des Alpes. Il fallait aussi neutraliser les oppositions des Etats européens peu favorables à une telle extension territoriale de la France (alors même que, moins de vingt ans plus tôt, côté belge, une extension similaire était refusée, après le «reflux» de la Hollande). Et, surtout, il était impératif d'obtenir l'adhésion des populations concernées [...]. Pour cela, l'Etat français n'eut pas à proposer un cadre institutionnel spécifique pour l'intégration de la Savoie et de Nice, du fait que les élites et populations ne le demandaient pas. Cette absence de besoin d'un régime politique et administratif particulier s'explique par le fait que ces deux pays avaient déjà relevé du cadre juridique et institutionnel français (délai comparable aux cinquante cinq ans de séparation des deux Allemands, dont la réunification se fit, elle aussi, sans le moyen d'un cadre spécifique pour l'Allemagne de l'Est).

Pour l'Etat français, il était essentiellement, cependant, de garantir aux élites locales des conditions d'intégration non défavorables pour toutes les catégories d'intérêts en cause [...]. Alors en pleine force, le régime de Napoléon III, mélange baroque de modernité (industrielle notamment) et de conservatisme (religieux), était parfaitement armé pour y parvenir [...], sur les plans administratif et économique. En outre, la forte proximité du second Empire avec l'Eglise catholique [...] va constituer un puissant moyen de rallier à la solution française les populations et les élites locales conservatrices, au moment où le Royaume italien en cours de constitution paraissait comme trop «libéral» et anti-papal, le sort de Rome, menacé d'annexion, étant en jeu.

Seule, l'attraction de la Suisse sur le Nord de la Savoie justifiera un traitement territorial particulier. Comme cette attraction menaçait l'unité de celle-ci, ce qui inquiétait une large partie des élites savoyardes qui étaient attachées à son maintien, l'Etat français donnera son acceptation à la création d'une grande zone franche couvrant les territoires proches de Genève et du lac Léman. Cette zone franche, également favorable aux intérêts économiques des Cantons romands (Genève, Valais, Vaud) contribuera à neutraliser les prétentions de la Suisse, d'autant plus aisément que les Cantons germaniques n'étaient pas favorables à une expansion de la Suisse «francophone».

1.9. Une approbation de la «solution française», par un vote plébiscitaire

La constatation du consentement des Savoyards et des Niçois à la réunion à la France justifiait une consultation populaire [...]. En Savoie, le vote plébiscitaire se déroulera le 22 avril 1860. A Nice, il aura lieu le 15 et 16 avril 1860. [...] En Savoie, la consultation plébiscitaire apportera plus de 99 % de votes favorables à la réunion (130 000 oui, dont 47 000 «oui et zone franche», et 235 non), la faculté de voter pour «oui et zone franche» réduisant à peu le vote abstentionniste (600 environ). A Nice, le plébiscite donnera également 99 % de votes favorables à la réunion (25 743 oui, 160 non), soit «seulement» 84 % des inscrits, les opposants ayant généralement fait le choix de l'abstention. Moins de mille Niçois (hommes, militaires et fonctionnaires notamment) choisiront d'opter pour la nationalité piémontaise. La «réunion» effective des territoires et des populations de Savoie et de Nice à la France sera accomplie le 14 juin 1860. [...]

1.10. Le temps accompli, plus ou moins rapidement, son œuvre assimilatrice

L'organisation administrative française est, dès le moment de «l'annexion» (terme volontiers employé à l'époque et depuis), substituée en Savoie et à Nice à celle de l'ex-Etat piémontais. Territo-

rialement, il est a nouveau créé deux Départements savoyards et un département niçois. (cette division de la Savoie était déjà en place au sein même du «Duché»). L'assimilation législative est institutionnelle sera menée rondement, dans tous les domaines (législation générale, système judiciaire, système éducatif, organisation religieuse, etc.). [...]

L'ouverture économique, suscitée par les investissements massifs de l'Etat français, notamment dans les infrastructures ferroviaires et routières, et qui suivit cette intégration sur plusieurs décennies, valida la réunion à la France dans le domaine économique. Toutefois, il faudra attendre, pour Nice, l'explosion du tourisme méditerranéen, et, pour la Savoie, celui des sports d'hiver, pour donner à ces deux pays des standards de développement économique et social de haut niveau, aujourd'hui parmi les meilleurs des «pays» de France. [...]

En Savoie comme à Nice, il existe bien une ligue locale «autonomiste», mais son rayonnement est marginal ou insignifiant. Même sous l'occupation italienne, de 1940 à 1944, la population niçoise manifestera sa fidélité à la France, rendant vaine la volonté de l'Etat mussolinien d'annexer Nice à l'Italie. En 1947, le petit pays niçois de Tende, qui était resté italien jusqu'alors (par volonté piémontaise, et pour des motifs militaires notamment), après des pétitions répétées des populations pour devenir françaises comme tous les Niçois, et à la suite d'un plébiscite particulier, sera à son tour transféré de l'Italie à la France.

1.11. Des identités «régionales» conservées et assimilées dans l'ensemble français

Aujourd'hui, le cadre territorial, législatif et administratif qui inscrit la Savoie et Nice dans l'ensemble français est totalement banalisé (le régime fiscal et douanier de la zone franche nord-savoyarde qui jouxte la Suisse a disparu, dans l'entre-deux-guerres, après une résistance de la Suisse). Les deux départements constitués de la Savoie (Savoie) et «Haute-Savoie» font partie de la Région Rhône-Alpes (huit départements au total). Et le département de Nice («Alpes maritimes») fait partie de la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur (six départements au total).

Pour autant, le sentiment identitaire des Savoyards et des Niçois reste entier. Au demeurant, les collectivités territoriales départementales en constituent le cadre d'affirmation et d'expression. Pour la Savoie, cette identité, sur le plan politique et institutionnel, s'exprime plus concrètement avec l'idée de fusionner les deux collectivités départementales, pour n'en faire qu'une seule, et ainsi celle de constituer une Région propre, après séparation de la Région Rhône-Alpes. Mais des aspirations sans traduction substantielle, car Chambéry et Annecy, tout en collaborant (il existe une

Assemblée unitaire des pays de Savoie), demeurent jalouses de leur autonomie infra-savoyarde. A Nice, la rivalité avec Marseille, ancienne et constante, manifeste également la persistance d'une forte identité nissarde. Mais, là aussi, sans que cela débouche sur un mouvement politique quelconque de demande d'une autonomisation accrue.

II - Pour la Wallonie et Bruxelles, une situation semblable qui conduit à un choix «raisonné» identique pour la France

[...] De même que l'Etat français aura été hier le nouvel Etat apte à accueillir les Savoyards et les Niçois, devenus des «étrangers» dans l'Etat-nation italien en construction, il peut être demain celui dont auront besoin les Wallons et les Bruxellois, quand ils n'auront plus leur place au sein de l'Etat belgo-franco-flamand en désintégration, dont l'existence est devenue incompatible avec celle de l'Etat national flamand émergent.

2.1. De très fortes similitudes géographiques, culturelles et historiques fondamentales

Tout d'abord, la Wallonie et, dans une moindre mesure, le Brabant bruxellois se situent, comme la Savoie et Nice, dans la continuité géographique de la France [...]. De même, une grande proximité culturelle, du fait d'une langue identique, associée à cette continuité territoriale, est la marque permanente des populations wallonnes [...]. Et la population bruxelloise se sera francisée, au fur et à mesure de l'extension de la cité, une francisation aujourd'hui bien plus complète que celle de la population de Nice avant son rattachement à la France. Politiquement, comme la Savoie et Nice, les Pays-Bas méridionaux, dont sont constitués la Wallonie et Bruxelles, auront été séparées de la France depuis onze à douze siècles, malgré leurs origines gallo-romaines et leur francisation culturelle. [...] Enfin, un même non-désir de France, tant que la loyauté à l'Etat monarchique en place a prévalu, [...] est commun à la Savoie et à Nice, d'une part, à la Wallonie et à Bruxelles, d'autre part, de même qu'une expérience française de teneur similaire avec la Révolution et l'Empire français. [...]

2.2. Un processus semblable de marginalisation, sous l'effet du mouvement national flamand

Le mouvement flamand saura trouver, à compter du milieu du XIX^e siècle, les moyens culturels puis politiques de résister à l'assimilation culturelle «française», qui menaçait l'identité flamande, notamment du fait même de la volonté première des élites «belges» d'imposer la langue et la culture française à tout le pays. Cette «mise à l'abri» du territoire flamand et de sa population de la menace de francisation aboutira à une di-



vision totale de la Belgique en deux territoires linguistiques exclusifs, Bruxelles exceptée. Du coup, ce processus de division culturelle puis de séparation politique et institutionnelle, accompagné du basculement du centre de gravité économique de la Belgique, du Sud wallon au Nord flamand, porte en lui la séparation complète des deux pays, événement provisoirement empêché par la situation de Bruxelles, ville «francophone» en terre flamande. [...]

On le voit, le mouvement national flamand engendre le même effet séparatiste avec la partie «francophone» du Royaume belge que le mouvement national italien l'a provoqué avec les pays «francophones» du Royaume italien naissant. Mais il l'a fait et le fait encore sur un rythme moins rapide. Alors que le Piémont, en s'italianisant à marche forcée – l'unité italienne est faite en trois décennies – et en repoussant ainsi à sa périphérie territoriale, culturelle et économique les pays savoyard et niçois, acceptera très vite de se séparer d'eux, la Flandre avance bien plus lentement, et peine encore aujourd'hui à s'émanciper totalement, à se séparer pleinement de la Wallonie, du fait de son incapacité présente à conquérir ou à abandonner Bruxelles, de son impuissance à imposer la première option comme à accepter la seconde. [...]

La subordination financière de la Wallonie [...] et la subordination territoriale de Bruxelles, entièrement enclavée en Flandre, enlèvent aux décideurs «francophones» toute vraie marge de manœuvre face aux volontés flamandes d'organiser ce qui reste de l'État commun en fonction des intérêts de la nation flamande. Et, parce que formatés depuis deux cents ans à cultiver une posture antifranaçaise, les élites francobelges ont une capacité moindre à regarder vers la France que les élites savoyardes et niçoises. Il y a cent cinquante ans. Du coup, et plus encore que pour la Savoie et Nice, le sort de la Wallonie et de Bruxelles reste suspendu à la survenue d'une configuration imposée de l'extérieur : une volonté flamande de presser le pas vers l'indépendance, impulsée par les partis politiques flamands les plus radicaux, volonté conjuguée à la paralysie de la structure fédérale belge, du fait de l'impossibilité des partis politiques flamands et «francophones» de conclure des compromis de gestion. Mais une configuration séparatiste lente à se mettre en place parce qu'elle se heurte toujours à l'obstacle bruxellois, qui semble encore insurmontable aux nationalistes flamands.

2.3. Un même cataclysme désormais inévitable : la fin de l'État commun

Nous avons fait valoir, par le moyen de ce double «précédent» savoyard/niçois, combien, en cas de crise majeure, existentielle, d'un pays, les forces géopolitiques à l'œuvre comptent autant sinon plus que les sentiments des populations, sentiments que ces forces peuvent do-

miner et orienter. L'appartenance linguistique et culturelle des populations et de leurs élites, ainsi que les intérêts économiques et les intérêts de classe pèsent alors beaucoup plus que la «fidélité» au régime monarchique et à ses institutions. Il faut savoir attendre, tout en le préparant, le «moment décisif» du changement d'allégeance politique et étatique pour de telles populations, quand certaines conditions sont réunies, et, qu'alors, aucune «fidélité» ancienne ne peut plus empêcher ce changement. Il faut aussi un facteur extérieur puissant, qui oblige lesdites populations à reconsidérer le mythe d'une «identité propre», en l'occurrence celui d'une «identité francophone» qui ne serait pourtant pas «française».

Pour la Belgique française, ce «moment décisif», se rapproche. La Belgique «flamande» devient tout aussi étrangère aux Wallons et à la grande majorité des Bruxellois que le Piémont italien l'était devenu hier, à un moment donné, pour les Savoyards et les Niçois. Désormais, la fin du Royaume de Belgique se présente au plus grand nombre comme une échéance certaine, sinon comme une échéance proche, car la dernière crise existentielle du Royaume belge, celle de 2007-2012, a provoqué le franchissement d'une étape : il est désormais bien installé, au sein des élites franco-belges comme des populations, le sentiment, voire la conviction, que l'État belge est condamné, et qu'il faut mettre à profit le surpis obtenu par le compromis passé en octobre 2011, peut-être le dernier, pour se préparer à tout autre chose.

2.4. Un même choix possible pour la France, aussi non désirée et aussi nécessaire

Quoi qu'il en sera du délai d'aboutissement du processus de désintégration de la Belgique franco-flamande, le mouvement national flamand construit avec entêtement un projet dont les Wallons et les Bruxellois sont exclus. Comme les Savoyards et les Niçois le furent du projet national italien porté par les Piémontais. Sauf à accepter d'être marginalisés et dominés, ils leur faudra donc admettre que leur séparation d'avec les Flamands germaniques est inévitable, comme elle le fut pour ceux-ci d'avec les Piémontais italiens.

Mais, pas plus, hier, en Savoie et à Nice, il n'existe, aujourd'hui, en Wallonie et à Bruxelles un mouvement populaire apte à porter les Wallons et les Bruxellois vers la France, malgré une identité «française» commune, linguistique et culturelle. Cette identité commune reste largement niée quand à ses conséquences politiques nécessaires, et, malgré le processus de désintégration du Royaume belge, désormais évident et qui s'accroît, il n'y a pas, en «Belgique française», un «parti français» qui «compte». C'est à dire un mouvement puissant qui milite pour la réunion à la France, ce qui fait que la situation y est, à ce jour, moins favorable

que ce qu'elle a été, en Savoie et à Nice, quelques années avant la «réunion». Le mouvement wallon, centenaire, opte, répétitivement, pour une identité wallonne renforcée dans le cadre belge, puisqu'il est incapable de concevoir un avenir sans la Flandre et Bruxelles [...]. Et les forces sociales, culturelles, économiques et politiques bruxelloises s'accrochent désespérément au cadre belge et à son ancrage royal, face à la menace flamande d'un contrôle coercitif voire d'une annexion.

Et, comme il en fut pour la Savoie et Nice, la fin de l'État commun peut survenir brutalement. Pour la Belgique, ce sera du fait de la paralysie totale de l'État fédéral belge, paralysie qui peut désormais provoquer sa désintégration à tout moment. Dans les deux situations, on constate une même incapacité des élites [...] à anticiper. Et qu'elles ne peuvent se mettre en mouvement qu'une fois placées au bord du précipice. En attendant, elles s'accrochent à des options illusoires. Pour une partie des Savoyards, ce fut la Suisse fédérale, pour une partie des Niçois, ce fut le catholicisme italien de leur pays. Pour les partisans politiques franco-belges, c'est, très provisoirement, la Fédération Wallonie-Bruxelles, une «structure» à laquelle ces partis sont incapables de donner la moindre consistance, donc un simple slogan, une formule creuse. Et c'est aussi, à l'opposé, une «voie propre», séparée, pour la Wallonie d'un côté, et Bruxelles de l'autre, et qui n'est qu'une double impasse du fait de l'extrême dépendance financière de l'une et la totale dépendance territoriale de l'autre.

Des «hypothèses», des «espérances» qui donnent matière à une glose inépuisable et inconsistante, et entretiennent l'illusion qu'on travaille à quelque chose. Mais, à la fin des fins, il faudra bien choisir entre une dépendance nouvelle et «sécurisante» à la France et le maintien d'une dépendance «paupérisante» à la Flandre. [...]

2.5. Un même effet d'aubaine à anticiper, tant pour la France que pour la Belgique française

La leçon historique qu'on peut tirer des conditions de réunion de la Savoie et de Nice à la France, outre celle qu'il faut savoir attendre un contexte favorable, constitué par le délitement du cadre étatique préexistant, est [...] que la tâche principale est de convaincre les élites franco-belges, tant wallonnes que bruxelloises, que c'est de leur intérêt de se rallier à un avenir français. [...] Mais le contexte de la Belgique française d'aujourd'hui est bien différent de celui des pays savoyards et niçois d'hier. Car l'État belge a été construit par les élites belges elles-mêmes. C'est leur État. Et cet État a presque deux siècles d'âge. En outre, les législations et institutions «belges» en place sont autrement plus importantes qu'il y a deux siècles, et ils serait impossible de les démanteler sans provoquer un immense désordre et de grands ressentiments. [...]

Or, l'État français d'aujourd'hui, [...] largement décentralisé, reconnaît l'existence de cadres juridiques spécifiques pour certaines de ses collectivités territoriales. Il sera donc en mesure, le moment venu, de proposer aux élites et aux populations franco-belges, wallonnes comme bruxelloises, sous la condition que celles-ci le lui demandent, un cadre d'intégration adapté à leur situation, qui tiendra compte notamment de leur patrimoine identitaire et institutionnel «belge», tout en étant compatible avec une «appartenance» entière à la France. Soit un statut d'intégration particulier, apte à assurer le maintien de l'autonomie acquise par les Régions wallonne et bruxelloise, et qui conserve la substance des législations et institutions belges dans la plupart des domaines (légalisation générale, sécurité sociale, droit du travail, système éducatif, organisation sanitaire, institutions culturelles, etc.).

Et l'État français acceptera d'autant mieux de proposer un statut particulier d'autonomie à la Wallonie comme à Bruxelles qu'il voudra obtenir, comme il en fut pour la Savoie et Nice, une approbation massive et sincère de ce statut, tant pour s'assurer l'intégration des populations [...] que pour faire taire les critiques des États voisins, peu favorables à une telle expansion de la France en Europe. Comme le prévoit la Constitution française pour toute réunion à la France d'un territoire et de sa population [...], dans la ligne de ce qui fut fait pour la Savoie et Nice, cette acceptation [...] devra être constatée par la consultation des populations de Wallonie et de Bruxelles, sur la base du cadre d'intégration-autonomie qui aura été négocié avec leurs représentants politiques. Qui plus est, compte tenu de la spécificité des entités wallonne et bruxelloise, non assimilables l'une à l'autre, et comme il en a été pour la Savoie et Nice, cette consultation/approbation devra donner lieu à un vote wallon et à un vote bruxellois distincts, wallon d'abord, bruxellois ensuite.

Jacques Lenain

supplément à "4 millions 7"

Novembre 2012
Éditeur responsable :

Jean-Paul ROOS
rue Middelbourg 65,
1170 Bruxelles

Comité de rédaction :

François Detif,
Jean-François Goosse,
Jean-Paul Roos

Collaborateurs :

Pierre Bertrand, Cédric Chopin, François Detif, Paul Durtieux,
Jean-François Goosse,
Adrien Laurent, Pierre Mélot,
Jacques Rogissart,
Jean-Paul Roos.

Les articles publiés n'engagent que leurs auteurs. France-Wallonie-Bruxelles applique les rectifications orthographiques approuvées par l'Académie française et publiées au journal officiel de la République française en 1990